

Interview de Catherine Lalumière: l'action du Conseil de l'Europe (Paris, 17 mai 2006)

Source: Interview de Catherine Lalumière / CATHERINE LALUMIÈRE, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 17.05.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:16:43, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_catherine_lalumiere_l_action_du_conseil_de_l_europe_paris_17_mai_2006-fr-0e39c940-3157-4ca4-985b-2aa532bd8acf.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Catherine Lalumière: l'action du Conseil de l'Europe (Paris, 17 mai 2006)

[Étienne Deschamps] En 1989, vous devenez secrétaire général du Conseil de l'Europe et, faut-il le dire, en 1989 vous êtes aux premières loges pour assister et pour participer activement aux bouleversements géopolitiques que connaît notre continent. Comment avez-vous vécu cette période? Quels souvenirs en gardez-vous? Et quelle fut l'action du Conseil de l'Europe pour, je dirais, trouver une solution aux problèmes nouveaux qui émergeaient?

[Catherine Lalumière] Vous me posez beaucoup de questions... Oui, j'ai eu la chance, après une période communautaire et un intermède où je n'ai pas eu de fonctions internationales, mais simplement j'étais à l'Assemblée nationale comme députée, j'ai eu la chance d'avoir de nouveau une responsabilité, mais au Conseil de l'Europe. Et là je dois rendre hommage au Conseil de l'Europe, il m'a apporté, sans doute, la période la plus exaltante que j'ai connue en matière européenne. Il n'y a pas de doute que cette période a été extraordinaire: la chute du mur de Berlin, l'écroulement – finalement très rapide et très pacifique – de tous ces régimes qui nous semblaient précédemment immuables et d'une solidité totale. Là, c'est un château de cartes qui s'effondre et très vite un chantier où il fallait franchement retrousser ses manches rapidement et prendre la truelle à la main pour construire aussi vite que possible une autre Europe et d'autres régimes dans chacun de ces pays, faute de quoi c'était le chaos qui allait s'installer.

Donc, à la fois, une stupéfaction devant l'effondrement, les effondrements qui se produisent, et en même temps la conscience que le temps presse et qu'il faut absolument éviter le chaos, éviter le vide. Il y avait ce sentiment de vide de ces pays. Et puis, ce Conseil de l'Europe que tout le monde avait plus ou moins oublié, parce que – comme disait le général de Gaulle – cette institution qui dort au bord du Rhin... on peut être plus aimable, mais enfin, ça résumait assez l'image qu'avait le Conseil de l'Europe, dû à plusieurs causes bien sûr, mais surtout à l'idée que ces valeurs de droits de l'homme, de démocratie étaient devenues le *b. a.-ba* en Occident, en Europe occidentale, et que ça ne posait plus problème. C'était maintenant devenu notre patrimoine commun, il n'y avait pas à s'en préoccuper beaucoup – ce qui d'ailleurs est une erreur. Mais enfin, c'était un peu ce qui expliquait l'effacement du Conseil de l'Europe.

Et puis voilà que les pays d'Europe centrale et orientale, eux, ont tout à reconstruire en matière de démocratie pluraliste, de respect des droits de l'homme, d'esprit d'ouverture, de tolérance, etc., etc. Et d'ailleurs, eux-mêmes se tournent vers le Conseil de l'Europe très vite. Donc, nous avons le devoir politique et moral de répondre à leurs sollicitations et de tendre la main, ce qu'on a essayé de faire. Donc, à partir de 1989, ça coïncide avec mon arrivée au Conseil de l'Europe, là encore j'ai de la chance parce qu'un chantier magnifique, magnifique, s'ouvre à nous. Alors, on a essayé d'être à peu près à la hauteur avec les moyens du Conseil de l'Europe, qui étaient quand même des moyens réduits, alors que le chantier était vaste et les choses à faire innombrables. Je suis restée cinq ans, c'est la durée d'un mandat de secrétaire général au Conseil de l'Europe, et je vous assure que je ne me suis pas ennuyée. Et c'est la période qui a été la plus exaltante, finalement, de toute ma vie professionnelle, si on considère que c'est une profession que d'occuper ce genre de fonctions.

Eh bien, on commence par le commencement, c'est-à-dire par nouer des contacts avec les nouveaux dirigeants, ou ceux qui ne sont pas encore investis par un mandat populaire, mais qui prennent les rênes d'un pouvoir qui a été complètement laissé par terre par les précédents dirigeants. Alors, pour être honnête, je dois dire que des contacts avaient déjà été pris par mon prédécesseur, Marcelino Oreja, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Espagne qui, depuis longtemps, avait compris que quand même, le bloc de l'Est n'était pas si bloc que ça et qu'il y avait des fissures. Et il avait eu l'intelligence politique de nouer les premiers contacts avec ces dirigeants. Et c'est lui qui avait par exemple invité Gorbatchev – depuis peu numéro un en Union soviétique – il l'avait invité au Conseil de l'Europe et il a été le premier hôte important que j'ai reçu début juillet 1989. Mais l'invitation avait été faite par mon prédécesseur.

Moi, j'accueille Gorbatchev et c'est là, à Strasbourg, qu'il fait son grand discours sur la maison commune européenne. Or, c'est avant la chute du mur de Berlin et vous voyez que ça commence à bouger. Et, sauf à être complètement borné, les conversations avec Gorbatchev – son discours, mais aussi il a passé la journée à Strasbourg –, les conversations avec lui montrent que le monde est en train de changer, en tout cas l'Union

soviétique est en train de changer. Quelques semaines après, je vais à Budapest et j'ai en tête la première rencontre avec le ministre des Affaires étrangères communiste de Budapest – mais vous savez que déjà en Hongrie, le régime s'était beaucoup assoupli – et Gyula Horn, c'était le nom de ce ministre, me tient des propos très ouverts. Il dit qu'il souhaite nouer des contacts avec le Conseil de l'Europe, qu'il souhaite se rapprocher des pays d'Europe occidentale, etc., etc. Et je me dis, «Tiens, c'est intéressant».

C'est le même Gyula Horn qui va ouvrir la frontière de la Hongrie et c'est ça qui va déclencher la chute du mur de Berlin. Donc, vous voyez... Et nous sommes... mon premier contact avec Gyula Horn, c'est en juillet 1989, après la visite de Gorbatchev. Donc, il y avait quand même des signes. Et durant l'été, avec mon équipe du Conseil de l'Europe, nous élaborons un programme qu'on avait appelé – on s'était creusé la tête, comment va-t-on l'appeler ce programme? –, pour favoriser la démocratie pluraliste dans ces pays qui commencent à se poser des questions, et on avait appelé ce programme «Démosthène». Alors, Démosthène n'a jamais été un grand démocrate, mais enfin ça sonne un peu démocratie, c'était la Grèce antique, berceau des idées démocratiques, donc, allons-y pour Démosthène, on l'a appelé Démosthène.

Mais on est en août 1989. Donc, vous voyez qu'avant la chute du mur de Berlin, au Conseil de l'Europe, il y a quand même des pressentiments. Et puis, à ne pas oublier, à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, nous avions la chance d'avoir des députés venant de différents pays, en l'occurrence l'Autriche et la Suisse, qui connaissaient très bien l'Europe centrale, qui connaissaient très bien l'Union soviétique, et qui nous disaient: «Vous savez, ça bouge, ça va bouger, préparons-nous», etc., etc. Et je leur dois beaucoup, car ils nous avaient sensibilisés à tout cela et d'ailleurs en 1988, à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe où j'étais comme députée, j'avais fait un rapport sur les évolutions à l'Est. Donc, j'avais réuni justement tous ces témoignages, toutes ces analyses, etc., de sorte que quand je prends mes fonctions, je suis quand même assez préparée à ce qui va se passer et le Conseil de l'Europe est lui-même assez préparé, grâce à ses parlementaires qui ne sont pas français, mais qui viennent déjà de l'Europe centrale. Les Autrichiens, c'était très clair. Et donc, novembre, j'apprends, j'étais à Oslo, que le mur est tombé, et là les choses sont allées très vite. Et très vite, j'ai dit: il faut que ces premiers contacts, je les multiplie. Et en février – la décision avait été prise en janvier, mais enfin, elle s'est réalisée en février –, avec le ministre du Portugal qui à l'époque préside le comité des ministres du Conseil de l'Europe – même formule que dans la Communauté, il y a tous les six mois une présidence par pays et c'est le Portugal, là – nous décidons de faire une tournée de toutes les capitales d'Europe centrale.

Et nous commençons par Moscou, nous sommes reçus par Shevardnadze, et puis ensuite on est allé partout, et on a terminé par Berlin. Et cette tournée a été quand même un des grands moments de mon existence, parce que vous voyez la période? On est en février 1990, tout a basculé: la Tchécoslovaquie a eu sa révolution de velours, la Roumanie a assassiné le couple Ceausescu – donc, ça s'est bien passé dans un cas, moins bien passé dans l'autre cas –, mais le jeu de dominos fait que pratiquement tous ces pays ont changé de régime. Et quand nous terminons à Berlin... en fait à Berlin nous sommes reçus par Hans Modrow, qui est le dernier Premier ministre, et c'était une scène absolument ahurissante. Il est toujours en place, il est toujours le dirigeant, il est toujours communiste, il revient de Moscou, où il est allé demander l'aide de Gorbatchev. Et Gorbatchev a dit: «Niet».

Et nous avons Hans Modrow devant nous, février 1990, qui nous dit: «Vous voyez un homme qui a tout perdu. J'ai perdu mon parti, le parti communiste c'est fini. Je vais perdre les élections. Mon pays va être dissous et va disparaître.» Il prévoit tout, il sait tout et il dit: «Je vis l'échec de ma vie». C'était shakespearien comme atmosphère. Et partout, on voyait des choses absolument extraordinaires, que ce soit en Pologne, que ce soit ailleurs, etc. Un monde finissait, un autre émergeait avec plus ou moins de confusion, mais enfin, même dans les pays où ça se passait en douceur, vous savez, les interlocuteurs qu'on avait se demandaient: «Mais où va-t-on, qu'est-ce qu'on va faire, quelles sont les priorités? Aidez-nous!» Alors, moi je disais: «Le Conseil de l'Europe ne peut pas vous aider économiquement, financièrement, ce n'est pas possible, mais nous avons un savoir-faire dans le domaine des institutions, de la démocratie, du droit. Eh bien, on va faire le maximum».

Et c'est comme ça alors qu'on présentait notre programme Démosthène et puis le Démosthène a eu des petits frères, on a multiplié les initiatives pendant les années qui ont suivi. On peut dire que le Conseil de

l'Europe était, effectivement, aux premières lignes, d'abord parce qu'il avait été bien positionné là – je ne suis pas la seule responsable, mes prédécesseurs avaient déjà préparé le terrain; j'ai saisi l'occasion et j'ai mis les bouchées doubles, ça c'est vrai –, mais aussi nous étions en première ligne parce qu'une des premières choses que ces pays devaient faire, c'était adopter des institutions qui soient conformes quand même à nos standards. Alors, évidemment, la mise en œuvre de ces nouvelles règles prendrait du temps, le changement des mentalités prendrait du temps, mais enfin, il fallait commencer par le commencement et là nous pouvions les aider à commencer.

Et voilà comment, petit à petit, des liens se sont noués avec ces pays et puis, ils sont rentrés dans nos structures, ils sont devenus membres à part entière. C'est la Hongrie qui a ouvert le bal, qui a été le premier pays postcommuniste à rentrer au Conseil de l'Europe, c'était à l'automne 1990. Donc, ça a été quand même assez rapide.

[Étienne Deschamps] Quid de la CSCE?

[Catherine Lalumière] La CSCE a été présente et elle se réunit d'ailleurs à Paris dès l'automne... c'est en automne 1990 que la CSCE se réunit à Paris et, je me rappelle, à l'époque j'ai fait des pieds et des mains pour que le Conseil de l'Europe y participe. Et c'est ce qui s'est passé. Parce que, justement, cette réunion de Paris, vise à réfléchir à une nouvelle architecture de l'Europe et je considère que le Conseil de l'Europe, à tout le moins, est un des artisans de cette architecture. Donc, il est présent, avec droit de parole – je me rappelle m'être exprimée –, avec une forte approbation – alors, ça, ça me fait sourire – du président Bush-père qui, entendant parler de nos efforts pour la démocratie, les droits de l'homme, etc., applaudissait. Fort soutien des États-Unis pour l'action du Conseil de l'Europe dans cette nouvelle Europe, dans cette nouvelle configuration européenne.

Mais pendant toute cette période, la CSCE a joué son rôle et j'ai eu à cœur – du côté de la CSCE, c'était la même intention – de travailler en collaboration avec le Conseil de l'Europe. Conseil de l'Europe-CSCE, nous avons les mêmes buts. Alors, le champ géographique de la CSCE était plus vaste que le Conseil de l'Europe, surtout à l'époque; d'autre part, le champ des compétences plus vaste que celui du Conseil de l'Europe, puisque la CSCE s'occupe des questions militaires et de l'économie, choses qui ne sont pas dans les compétences du Conseil de l'Europe. Donc il n'y avait pas de confusion, si vous voulez, entre les deux, mais dans notre champ de compétences juridiques et politiques sur le régime, nous avons des instruments plus précis: la Convention européenne des droits de l'homme et toutes les conventions du Conseil de l'Europe, qui nous permettaient d'entrer dans le concret avec des nouveaux pays partenaires, chose que la CSCE ne pouvait pas faire.

Donc, nous avons moins de partenaires que la CSCE, un champ de compétences plus limité, mais des instruments juridiques et politiques plus précis et plus ambitieux. Donc, action complémentaire.